

Au cours de la dernière campagne électorale, les députés se rappelleront qu'Agriculture Saskatchewan s'est exprimée de façon assez catégorique quand elle a dit au NPD et au gouvernement de la Saskatchewan qu'elle ne voulait rien savoir de l'agriculture sociale. En conséquence, le NPD et sa politique de banque de crédit agricole ont été balancés.

Il ne fait aucun doute que l'agriculture court de mauvais jours en Saskatchewan, mais je ne crois pas que la solution réside dans l'établissement d'une banque de crédit agricole et la socialisation de l'agriculture. Compte tenu de l'expérience du gouvernement NPD en Saskatchewan: Pense-t-il encore qu'une politique de banque de crédit agricole soit la bonne? Dans l'affirmative, pourquoi l'Europe de l'Est ne suit-elle pas cette voie?

M. de Jong: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Regina—Wascana de ses questions.

Pour commencer, la mise en culture de plus grandes superficies est compréhensible, étant donné les conditions printanières. Les perspectives invitent à l'optimisme et à l'espoir. De nombreux agriculteurs se voient obligés de mettre la totalité de leurs terres en production parce qu'il leur faut de l'argent pour eux et pour payer leurs dettes.

Si le député de Regina—Wascana prenait le temps d'aller parler aux agriculteurs de sa circonscription, il saurait qu'ils ne répandront pas d'engrais et ne paieront pas d'autres intrants comme ils le feraient normalement, parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Le gouvernement se leurre quand il dit que la culture de plus grandes superficies est un signe de la confiance des agriculteurs.

Je pourrais lui prêter un motif de parler ainsi, mais je ne le ferai pas. Le gouvernement sait que les agriculteurs ne répandront pas les engrais qui amélioreraient et enrichiraient leurs récoltes. Les agriculteurs vont cultiver jusqu'au dernier coin de terre, mais ils n'utiliseront pas les engrais et autres moyens qui leur garantiraient une récolte surabondante.

Mon collègue parle aussi de réserve foncière. Ce système a posé quelques problèmes. Les agriculteurs me disent qu'ils aimeraient qu'on y revienne. Nous aurions pu en modifier l'administration. Personnellement, j'aurais aimé qu'on regroupe une ou deux douzaine de municipalités en une grande unité régionale qui administrerait la réserve foncière, au lieu que le gouvernement le fasse de Regina.

Les crédits

S'il y a un reproche que je ne peux pas adresser au gouvernement néo-démocrate d'Allan Blakeney, c'est d'avoir fermé les yeux sur un problème. Il a agi. Je loue son courage. Les conservateurs qui ont pris le pouvoir en 1982 se sont débarrassés de la réserve foncière. Devinez à qui appartiennent aujourd'hui les terres de la Saskatchewan? Les prêteurs détiennent plus de 850 000 acres de terres agricoles de la province. La Société du crédit agricole, la Banque Royale du Canada, la Banque de Nouvelle-Écosse, les banques sont les plus grands propriétaires de terres en Saskatchewan. C'est le genre de réserve foncière des conservateurs. Nous ne l'accepterons jamais, les gens de la Saskatchewan non plus. Vous verrez aux prochaines élections provinciales!

• (1720)

Des voix: Bravo!

M. Larry Schneider (Regina—Sascana): Monsieur le Président, je me réjouis de voir qu'après un an et demi, l'opposition a enfin profité de l'occasion pour mettre en lumière la situation critique de l'agriculture au Canada. C'est certainement tardif.

Ce n'est pas le genre de chose que notre gouvernement prend à la légère. Nous nous sommes efforcés, en consultation avec le secteur agricole, d'élaborer des programmes qui ont été jugés significatifs. Cependant, pour ce qui est d'un programme agricole à long terme de plus grande envergure, je crois que la solution finale à la situation critique de l'agriculture échappe encore non seulement à notre gouvernement, mais à n'importe quel gouvernement. Je dirais même en fait qu'elle a tendance à échapper à l'agriculture également.

Il ne fait certes absolument aucun doute que certains de nos agriculteurs connaissent de graves difficultés financières. Leurs problèmes résultent de plusieurs années successives de conditions météorologiques désastreuses, d'un endettement persistant et de l'incertitude des prix causée, comme mes collègues des deux côtés de la Chambre l'ont déjà dit, par les guerres internationales de subventions.

En 1990, notre gouvernement a réagi à ces conditions difficiles en s'engageant à distribuer 500 millions de dollars en aide spéciale. Il a annoncé cet engagement en mars, en même temps que plusieurs autres mesures. Cet engagement dépendait de la participation des provinces et, comme nous le savons tous, les négociations se poursuivent avec ces dernières.